

LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

Un an. 6 mois. 3 mois.		
Paris.	24	13
Départements. . .	36	18
Etranger.	48	24

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE
MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET
DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

DROIT AU TRAVAIL.
DROIT AU BIEN-ÊTRE.

Paris, 12 mai.

L'Assemblée poursuit son œuvre d'insignifiance et de monotonie.

Le débat a roulé aujourd'hui sur la formation de la commission chargée d'élaborer un projet de constitution. Le citoyen Vignerte voulait qu'elle fût composée de dix-huit membres, dont neuf auraient été nommés par les bureaux et neuf autres par l'Assemblée. Le citoyen Corne, le député de l'ex-opposition dynastique, était d'un autre avis. Tel voulait une commission de cent cinquante membres, tel autre n'en demandait que trente-six; enfin, sur la proposition du commis Crémieux, l'Assemblée a adopté le chiffre de dix-huit membres nommés par elle.

Cela s'est fait au milieu d'un tumulte qui assimile l'Assemblée à une bande d'écoliers disciplinés. Le président Buchez sonne et résonne; tous les commis parlent à la fois, ils assiègent la tribune par douzaines. Ce sont des vociférations impossibles à décrire. En vérité, nous attendions plus de dignité de la Représentation venue pour fonder la démocratie. A la voir, on se croirait transporté aux beaux jours où la cohorte moutonnante de Pritchard étouffait la voix de l'opposition sous le bourdonnement incessant de ses 223 grosses cloches.

Cependant la situation est grave, très-grave. Puissent les commis du peuple avoir au moins l'air de le sentir! Les travailleurs attendent. Le jour n'est pas loin peut-être où la patience leur deviendra impossible.

Peuple, tu as offert trois mois de misère à la République. Cette héroïque parole doit être connue de tous aujourd'hui; nous la répéterons jusqu'au jour de l'échéance. Les avertissements n'auront pas manqué au pouvoir. Tant pis pour lui s'il se bouche les oreilles.

Quoi qu'il fasse, il ne peut se soustraire à la nécessité qui l'accable.

Attends donc, peuple; attends encore. La plupart de tes amis sont animés de bonnes intentions; mais venus trop récemment au milieu de toi, ils n'ont pas eu le temps de se reconnaître. Sans tarder ils viendront à ton secours.

Pendant soixante-quinze jours, ton attitude a été trop belle, ta confiance trop magnanime, ta résignation trop stoïque pour qu'ils obéissent jamais à la réaction qui les sollicite vers les mesures désastreuses. Tiens ta promesse jusqu'au bout, et la justice aura vaincu. Tu es assez généreux pour accorder encore un délai de quelques jours.

Redoute comme un péril les manifestations isolées, sans ensemble. Les réactionnaires de toute nuance ne cherchent qu'un prétexte. Méprise-les assez pour ne point le leur accorder.

Le jour venu où l'espérance n'est plus permise, lève-toi tout entier et viens les assaillir de ta coalition formidable.

Atomes séparés, les gouttes d'eau ne peuvent rien; unies, elles forment l'océan, à qui rien ne résiste.

La France a-t-elle recueilli de sa dernière victoire les fruits qu'elle en devait attendre? La condition des masses a-t-elle été améliorée? S'est-on seulement occupé de proclamer le principe élémentaire de toute reconstitution sociale, le droit au travail? Le peuple, enfin, s'est-il aperçu, autrement que par ses blessures et par un accroissement de misère, qu'il avait fait une révolution? Répondez, grands hommes du jour.

Non, il n'a rien été fait encore pour fermer les plaies sociales, et pourquoi? C'est que la Révolution est tombée aux mains d'hommes pleins de bonnes intentions peut-être, mais nullement révolutionnaires, mais réduisant aux dimensions d'un petit changement politique cette grande commotion de février, ce long tressaillement humanitaire, signal de la rénovation. Viennent un jour de vrais amis du progrès, et certes ils s'occuperont bien autrement d'améliorer le sort des classes pauvres, celui aussi de cette petite bourgeoisie qui, placée sur la limite du prolétariat, participe aux souffrances et aux privations des prolétaires. C'est d'une transformation sociale qu'il s'agit, et les moyens doivent être en proportion avec la grandeur de la tâche. Rien de trop brusque, mais des mesures énergiques, progressives.

Nous avons proclamé la loi de solidarité humaine; il faut maintenant que cette loi se traduise en un soulagement mutuel. Le petit boutiquier, le petit fonctionnaire de l'Etat, le petit propriétaire, l'ouvrier ne peuvent aimer la Révolution que si la Révolution leur donne les moyens de vivre.

Ne point s'occuper immédiatement d'améliorer le sort des déshérités, c'est exposer la République à un danger immense, en donnant des armes à nos ennemis.

Savez-vous ce que disent les réacteurs à l'ouvrier, au petit propriétaire? « Eh bien! mon ami, qu'avez-vous gagné à la Révolution? Bien ou mal le travail de chaque jour subvenait à vos besoins et à ceux de votre famille; aujourd'hui l'ouvrage manque, l'argent a fui: un chômage, dont nul ne prévoit le terme, fait retomber sur la classe ouvrière une masse énorme de souffrances. Croyez-moi, revenez à l'ordre; c'est le moyen de rétablir la confiance publique, et cette confiance raffermie vous donnera du pain. »

L'ordre! vous savez ce que c'est dans la bouche des réactionnaires: c'est quelque chose comme

la monarchie, avec son vaste système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Votre devoir, commis du peuple, est d'affranchir le peuple de la tyrannie de la faim. Les hommes qui comprennent ce devoir, cette mission, peuvent à bon droit se dire révolutionnaires. La classe laborieuse reconnaîtra tôt ou tard que ceux-là seuls sont capables de donner une base à la démocratie. Vous aurez beau dénaturer nos actes, nos intentions, vous n'empêcherez point la vérité de se faire jour, et l'on comprendra bientôt qu'entre vous et nous il y a un espace immense. Vous vous débattez dans les mesquineries de la vie politique; nous voulons, nous, la vie sociale. Vous proclamez la forme républicaine; nous voulons, nous, mieux qu'une forme, des réalisations promptes, une large application de ces deux grands principes que vous avez inscrits sur votre drapeau, sans peut-être les comprendre, *Egalité, Fraternité*. Nous entendons enfin fonder la vraie République sérieuse, celle qui doit faire vivre tout le monde et assurer à chacun la plus grande somme de bonheur possible.

Maintenant que ceux qui aiment vraiment le peuple viennent à nous: que les riches, que les heureux de ce temps fassent aussi preuve de bonne volonté; c'est leur devoir, c'est leur intérêt, et si les besoins du moment font peser sur eux d'assez lourdes charges, ils se féliciteront plus tard d'avoir fait quelques sacrifices pour la démocratie, d'avoir facilité sa marche au lieu de lui opposer de ces impuissantes digues toujours brisées par le torrent révolutionnaire.

COMITÉ D'AGRICULTURE ET DE COLONISATION.

La Révolution de février a déplacé l'activité sociale. Dégoûtés des spéculations aléatoires de l'industrie, les esprits et les forces se tournent à cette heure vers l'agriculture.

Le grand problème qui sollicite aujourd'hui les intelligences est l'amélioration du sort des travailleurs; cette augmentation de bien-être pour les classes laborieuses et souffrantes se traduit en économie politique par cette formule vulgaire: *la vie à bon marché*.

Nous n'abaisserons le prix des denrées qu'en augmentant sur une vaste échelle la production. Il faut donc appuyer vers l'agriculture si nous voulons satisfaire aux besoins d'une consommation croissante.

L'agriculture nous offre un champ favorable pour appliquer nos théories économiques. Nous ne faisons point la guerre à la propriété; nous venons au contraire lui apporter un concours puissant en éclairant la propriété inintelligente et

improductive, qui, si l'on ose ainsi dire, ne se possède pas elle-même. Nous ne voulons pas qu'elle s'isole dans son infertilité; nous voulons au contraire qu'elle fructifie pour elle et pour les autres.

Ce que nous demandons, c'est la liberté dans l'association, c'est l'individualité dans l'organisation agricole.

La question du capital et du travail se résout pour nous dans une alliance. Le capital fournit la terre et les instruments de labour; le travail la féconde.

A chacun selon son travail; une caisse centrale vient au secours des malades et des invalides.

Nous ne croyons point aux fainéants: la paresse chez l'homme n'est que la conséquence de la mauvaise application des facultés de l'individu; nul être n'est incapable de travail, du moment qu'il est doué par la nature des forces de l'intelligence et des forces physiques.

Nous voulons réaliser l'association progressivement; c'est assez dire que nous nous servirons d'institutions intermédiaires, suivant les mœurs et le degré d'avancement des classes agricoles.

Au perfectionnement des industries rurales se lie la question de l'enseignement et de la diffusion des lumières. Les arts agricoles s'accroissent par le développement moral des classes fixées à la glèbe. Nous voulons l'enseignement libre et professionnel.

En ramenant l'homme vers la nature, nous croyons le ramener à ses droits et à ses devoirs. Dieu a mis le progrès dans le travail et la réforme des sociétés corrompues dans la culture des biens de la terre.

SOBRIER, président.
ESQUIROS, vice-président.
VICTOR CONSIDÉRANT, PEYRET, secrétaire.

COMITÉ D'AGRICULTURE

La Commune de Paris a fait un appel qui sera entendu par tous les hommes de cœur. La fondation du comité centralisateur d'agriculture est une réponse sublime aux calomnies intéressées de l'égoïsme privilégié qui présente les hommes d'avenir comme des espèces de Croquemittains altérés de sang. C'est plus que cela, c'est fournir au monde la preuve éclatante que vous comprenez la sainteté de votre mission en appelant au calme et au bonheur les hommes d'étude et d'action qui n'ont pu réussir, par une vie entière de travaux utiles, incessants, de luttés et de misères, à payer la rançon imposée à leur obtention par l'infâme ordre social qui s'écroule. Honneur à vous!!

Les hommes et les moyens ne manqueront pas; il n'est pas en France un département, et même

FEUILLETON DE LA COMMUNE DE PARIS DU 13 MAI.

FABRICATION

DE LA PYROXILE

(POUDRE-COTON).

La découverte de la poudre-coton est une des plus intéressantes que la chimie moderne ait faites; elle montre combien sont grandes les ressources de cette science, puisque le coton peut être transformé en divers corps, notamment en sucre, en acide oxalique ou autres, et en poudre de guerre d'une force bien supérieure à la poudre à canon.

Cette découverte fut d'abord aperçue par M. Pelouze, qui avait remarqué qu'en trempant pendant quelques minutes un morceau de toile ou une feuille de papier dans l'acide azotique à 1, 4 de densité, les lavant à grande eau, ces matières devenaient beaucoup plus combustibles, propriétés qui suggèrent à M. Pelouze l'idée d'appliquer ce papier à l'enveloppe des gargousses pour l'artillerie. Les observations de M. Pelouze, jointes à celles de M. Braconnot, amenèrent une théorie incomplète sous le nom de *xilodine*; mais la véritable découverte et ses applications immédiates sont dues à M. Schonbein, le chimiste allemand à la première opérée sur le

coton, avec le mélange des acides azotique et sulfurique, ce dernier étant nécessaire pour arriver à la fabrication de cette poudre; puis dans ses expériences en Angleterre, il a le premier démontré la puissance de ce nouveau composé comme poudre de guerre. Ceci tient à ce que les chimistes français n'étaient parvenus qu'à obtenir des produits à la vérité combustibles, mais n'étant pas doués de cette combustion instantanée, aussi rapide que l'éclair, à laquelle est due la puissance de cette poudre.

Avant d'indiquer les moyens de la préparer, je vais exposer rapidement la théorie chimique de ce corps, ce qui n'a pas encore été établi jusqu'à ce jour. On sait déjà, par les expériences de Liebig et de Gay-Lussac, la grande analogie qui existe entre l'acide cyanique et l'acide fulminique, ainsi qu'entre les sels produits par les deux acides, par conséquent entre le radical, le *cyanogène*, et celui encore supposé, le *fulminogène*.

On sait que le cyanogène est un composé de carbone et d'azote; je l'appellerai carbure d'azote. Quant au fulminogène, je le nommerai azoture de carbone; c'est-à-dire que je considère ces deux corps comme identiques dans leur composition atomique, comme différents seulement soit dans leur combinaison intime, le cyanogène, soit dans leur aggrégation de molécules, le fulminogène. Suivant moi, les molécules constituant les deux, dans l'un et l'autre corps, dans un état d'électricité différente, ce qui produit l'isomérisme. Ainsi je considère le phénomène qui se passe dans la transformation du coton en matière fulminante comme une production d'isomérisme ou l'azoture de carbone. En conséquence, on doit, dans la fabrication de cette poudre, re-

chercher le moyen de produire cet azoture. C'est ce que l'expérience démontre.

On a publié beaucoup de procédés pour fabriquer la pyroxile; mais on n'a pas expliqué le rôle que jouait l'acide sulfurique dans sa préparation. Ce côté est très-important et explique pourquoi les chimistes français n'avaient pu atteindre le but dans leurs premières expériences. Or, l'acide sulfurique agit dans son mélange avec l'acide azotique d'une façon mécanique; il ne sert qu'à enlever au coton et à l'acide azotique lui-même les éléments de l'eau qui s'y trouvent combinés, et cela à mesure que l'azote de l'acide azotique se porte sur le carbone du coton. C'est ainsi que les molécules du coton s'enflent, se remplissent, prennent du brillant et une espèce de cristallisation qui donne au coton le *cri de la soie*. Loin d'être atténué par l'action de ces deux acides puissants, le coton acquiert une ténacité d'autant plus grande que les acides employés sont plus concentrés, et en même temps le pouvoir de la pyroxile augmente quant à la fulmination. Il suit de là que le coton ou *cellulose*, qui est composé d'environ 44 de carbone, 50 d'oxygène et 6 d'hydrogène, se trouvant en contact avec l'acide azotique, composé lui-même d'environ 26 parties d'azote et 74 d'oxygène, il est nécessaire que les éléments de l'eau soient enlevés, ou en quelque sorte bouleversés, pour favoriser la formation de l'azoture de carbone et que le fulminogène reste intact et ne devienne pas lui-même un élément joint à de nouveaux corps pour former soit de la *xilodine* ou de la dextro-azoture de carbone, soit de l'acide azotique végétal. C'est ce qui arrive justement quand on fait usage d'acides non concentrés, c'est-à-dire contenant de

l'eau.

On remarquera, ainsi que je viens de le dire, que, lorsque la préparation est bien faite, le coton a gagné en ténacité; c'est à tel point que le papier (que l'on peut transformer facilement en poudre de la même manière) acquiert par cette préparation la consistance du parchemin; en le frappant sur une enclume avec un marteau, il prend feu et détonne comme la poudre-coton. Tous les chimistes ont écrit que cette pyroxile avait une teinte jaune; ceci est une erreur qu'il convient de réparer, et on peut considérer cette teinte, au contraire, comme un indice d'une mauvaise préparation, d'un commencement d'altération due à la non concentration des acides employés.

Par toutes ces considérations, et selon la nouvelle théorie chimique que je viens d'exposer, je proposerai d'appeler la poudre-coton la *fulmine* au lieu de la *pyroxile*, qui ne désigne, suivant son étymologie grecque, que l'élément du feu et non celui de la foudre.

Préparation. — On prend quatre parties en volume d'acide sulfurique (huile de vitriol). Cet acide tel qu'on le trouve dans le commerce n'étant jamais bien concentré, on remplit au deux tiers un matras de verre mince ou un vase de grès ou de porcelaine; on place ce vase sur un feu doux et on le laisse sur le feu (une demi-heure environ) jusqu'à ce que des vapeurs blanches et acides commencent à se montrer en abondance. Cette opération a pour but de chasser de l'acide sulfurique l'eau qu'il contient et qui se vaporise à une température plus basse que celle de l'acide. Cet acide ainsi concentré est

dans les plus fertiles, qui n'offre des surfaces de terrains incultes considérables, des marais à dessécher, des rivières à redresser dans leur lit, des cultures à améliorer, etc. Mais le département de la France le plus intéressant à ce point de vue est évidemment la Corse.

Dominé depuis 1815 par les Sébastiani, ce département a été jusqu'au 24 février maintenu dans un état d'infériorité déplorable. Son sol, qui offre de si grandes ressources, n'offre que de rares cultures, et les plaines immenses qui s'étendent sur les côtes voient chaque année ses claires populations décimées par la fièvre et les maladies. Et pourtant la Corse a été le principal grenier de la république romaine, qui avait fondé sur la côte orientale deux colonies importantes, Mariana et Aléria, dont il ne reste plus de traces et qui alors comptaient plus de 400,000 habitants. Aujourd'hui les plaines magnifiques au milieu desquelles ces deux villes étaient situées, qui ne comportent pas moins de soixante à soixante-dix lieues carrées, du Fice-Morbe à Cerrione, traversées par six rivières importantes parsemées sur la côte de marais et d'étangs, dont deux étaient autrefois des ports admirables, ne comportent pas 20,000 habitants, dont leurs miasmes réduisent le nombre chaque année.

Frappés de ces considérations, nous avons depuis un an formé un comité de fondation dans le but de compléter les études et d'organiser les travaux d'écoulement et d'irrigation, y introduire la culture du riz et la création de vastes prairies. Nous y avons joint le projet d'exploiter quinze cents hectares de forêts vierges qui comportent des bois de mâture et de construction qui ne coûteront pas le tiers de ce que l'administration défunte a payé aux traitants anglais pour des bois exploités au Canada.

Nous venons vous proposer de fonder ce comité dans votre grande organisation.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, 25 février 1848.

« Le gouvernement de la République française s'engage à garantir l'existence à l'ouvrier par le travail.

« Il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens.

« Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail.

« Le Gouvernement provisoire rend aux ouvriers auxquels il appartient le million qui va échoir de la liste civile.

« Garnier-Pagès, maire de Paris; Louis Blanc, l'un des secrétaires du Gouvernement provisoire. »

Les promesses faites sur les barricades n'étant pas accomplies et l'ASSEMBLÉE NATIONALE ayant refusé, dans sa séance du 10 mai, de constituer un MINISTÈRE DU TRAVAIL, les DÉLEGUES AU LUXEMBOURG se refusent à assister à la fête dite de la Concorde.

Paris, 11 mai 1848.

Lagarde, président; Besnard, Godin, Lavoye, vice-présidents; Lefauré, Delit, Petit, secrétaires.

OU EST LE DANGER.

Nous avons dans notre sein trois éléments dissolvants dont la combinaison redoutable mérite de fixer toute notre attention. D'une part, la réaction de la coterie et du privilège qui se pavane depuis quelques jours dans le grotesque, comme dit la Presse. Quelques hommes veulent absorber la Révolution et résoudre encore une fois le problème qui consiste à subordonner trente-quatre millions d'hommes à quelques petits ambitieux. Encore s'ils avaient l'ombre de quelque talent? Mais non, avec la meilleure volonté du monde, il est impossible de voir en eux-mêmes, en se pla-

çant à leur point de vue, autre chose que des médiocrités profondes et pas toujours honnêtes. Béranger est toujours prophète :

Un peuple de nains nous remplace;
Nos petits-fils sont si petits,
Qu'avec peine dans cette glace
Sous leurs toits je les vois blottis.

Ce sont les nains qui ont garrotté Gulliver pendant son sommeil. A leur suite marchent tous les mécontents, tous les repus, les imbéciles qui nient la loi du progrès et prétendent faire rebrousser chemin à l'humanité. Les intelligences rétrécies par les calculs de l'égoïsme, les cœurs pervers par la cupidité, tout cela grouille et s'agit à la surface de la société comme une volée d'oies dans un étang. Ils ont pris à tâche de faire douter de la dignité humaine et prétendent jeter un voile sur la vérité en accumulant les platitudes, les mensonges et les perfidies. D'autre part, les espions de la Russie se viennent encore mouvoir à travers ce pandémonium, où ils répandent l'or et les paroles fallacieuses. Qui se ressemble s'assemble. Les nœuds de la conjuration sont serrés! Ils ont bannière et devise : vive l'esclavage et l'exploitation de l'homme par l'homme! L'organisation du crétinisme et de l'abrutissement par l'association de tous ces bandits!

Pour en venir à ces beaux résultats, l'émeute et l'anarchie sont nécessaires. Vite, un prétexte! et l'ordre sera rétabli, l'ordre dans la liberté. J'oubliais cette balourdise, incomparable vraiment, destinée à passer aux races futures comme une preuve irréfragable de la puissance d'intellect qui caractérise nos adversaires.

Peuple, peuple, l'unité te sauvera! Sois calme comme la force, inaccessible comme le droit.

DES INCOMPATIBILITÉS.

La question des incompatibilités ne se rattache pas seulement aux plus hautes considérations en matière de finances, aux intérêts les plus graves de l'ordre et de la justice, au sentiment le plus éclairé de la dignité, de la moralité et de l'indépendance du pays; elle touche encore d'une manière directe à l'essence même de la démocratie, à la force, à la pureté, à la vitalité du principe républicain.

Gaspillage des deniers publics,
Sinécures richement rétribuées,
Sacrifice du plus digne au plus redouté,
Indifférence du représentant pour son mandat,
Négligence du fonctionnaire,
Achat des consciences,
Inertie des majorités,
Appel à toutes les avidités,
Insolence et confiance aveugle du pouvoir,

En un mot, corruption sous toutes les formes, excès dans tous les genres, voilà ce que la loi sur les incompatibilités doit faire disparaître, sous peine de soulever une fois de plus l'indignation publique en nous laissant entrevoir le retour des plus mauvais jours du passé, des jours d'avilissement et de démoralisation.

Mais indépendamment de ces considérations si puissantes, si profondément senties que la pensée s'en trouve dans tous les esprits, comme l'expression dans toutes les bouches, il est un motif capable de suppléer à lui seul tous les autres : c'est que la compatibilité des fonctions n'est autre chose que le cumul.

Or, de tous les excès, de tous les abus, le cumul est celui qui est le plus directement contraire aux vrais principes du républicanisme, à l'esprit de la démocratie; le cumul, c'est le marchepied de la tyrannie, c'est la base du despotisme, c'est l'origine des aristocraties de tous genres.

Aristocratie, despotisme, tyrannie : tristes souvenirs! mots pleins de sang et de larmes. Que signifient-ils en effet, sinon usurpation par quelques-uns, accumulation en certaines mains privilégiées des pouvoirs dont, en droit, l'exercice appartient à tous?

Le temps des tyrans est passé; nous les re-

poussons tous, grands et petits, civils et militaires, judiciaires et administratifs. Servir la patrie est un devoir : que ce soit un honneur, une gloire, mais non pas une échelle pour toutes les ambitions, un piédestal pour toutes les vanités! Sommes-nous donc si fort déshérités en talents et en capacités, qu'on ne puisse trouver assez d'hommes dans les conditions voulues? Le vaisseau de l'Etat est-il tellement abandonné que la même main doive saisir à la fois le gouvernail et la rame? Naguère les places manquaient, elles vous manquent bien plus encore; on inventait des places pour les prétendus talents, des emplois pour les ambitions, et rien ne prouve qu'avant longtemps le même expédient ne vous devienne nécessaire.

Et tandis que tant de capacités reconnues restent dans l'ombre, vous laisseriez des mains avides s'accrocher à deux proies qu'elles ont peine à retenir?

Ah! ne nous y trompons point : ce ne sont pas les vrais républicains, les sincères démocrates, les amis de l'égalité, qui osent ainsi réclamer au delà de leur part d'influence et de pouvoir dans le gouvernement de la patrie!

Un mot suffit pour anéantir ces abus; que l'Assemblée le prononce!

Elle coupera court à plus d'une ambition désordonnée, à plus d'une influence mauvaise; nous verrons moins d'administrateurs qui n'administrent point, moins de représentants qui ne siègent jamais.

Qu'elle n'oublie pas que la Révolution de février a eu pour cause la nécessité de rendre à tous les pouvoirs concentrés dans quelques mains, et que notre but désormais doit être de donner à ce principe démocratique sa plus large extension.

Ce n'est qu'en attaquant ce but que nous aurons trouvé la perfection gouvernementale.

Le citoyen Letronne nous signale quelques inexactitudes dans l'article que nous avons emprunté au *Représentant du Peuple*, et nous prie d'insérer cette lettre.

Citoyen rédacteur,

L'auteur d'une note que vous avez reproduite dans votre feuille d'hier a pris la peine de faire le relevé des traitements que je reçois. La vérité exige que l'on réduise beaucoup le total auquel il est arrivé.

1° Il m'accorde 2,000 fr. comme membre de la commission des médailles de l'Académie des inscriptions.

Je n'ai jamais été membre de cette commission.

2° Il m'alloue 1,500 fr. comme l'un des rédacteurs du *Journal des Savants*.

Ces rédacteurs ne reçoivent que 525 fr. de traitement.

3° Il m'alloue de plus 2,000 fr. pour chacune des deux fonctions de directeur de l'école des chartes, d'administrateur du Collège de France.

Ces fonctions sont purement gratuites, aussi bien que celles de conseiller ordinaire de l'Université, que l'auteur a oublié de porter à mon compte.

J'ai consenti à me charger de ces trois fonctions non rétribuées, parce qu'on m'a dit avoir besoin de mon expérience. J'aurais cru manquer de patriotisme si je les avais refusées.

Quant au logement que j'occupe aux Archives, il est une des obligations de ma place; car les décrets de l'Assemblée nationale et de la Convention portent textuellement : « Le garde des archives nationales est tenu de loger dans le lieu même où elles sont établies. »

J'attends, citoyen, de votre impartialité que vous voudrez bien insérer cette courte réclamation.

Agréez mon salut fraternel.

LETRONNE,

garde des archives nationales.

MONTS-DE-PIÉTÉ.

Dans un récent article où nous parlions des réformes les plus urgentes, nous demandions la suppression immédiate des commissionnaires au Mont-de-Piété.

On nous apprend qu'un projet de loi concernant les Monts-de-Piété avait été élaboré sous le gouvernement déchu et soumis par ce même gouvernement à l'examen du conseil d'Etat. Ce projet tendait à une réorganisation générale de ces établissements et notamment à la suppression des commissionnaires, qu'on devait remplacer par des bureaux auxiliaires. Eh bien! le croira-t-on? ce projet de loi a été retiré du conseil d'Etat peu de jours après la Révolution de février. C'est là un fait grave et que l'on devra expliquer. Nous demandons si la République serait plus indulgente pour l'usure que ne l'a été un gouvernement corrompu.

Au reste nous nous proposons d'expliquer plus tard à quelles influences le ministre aurait cédé.

Après la révolution de février et pendant six semaines environ, les maires d'arrondissement tenaient la main à ce que les postes de la garde nationale fussent bien pourvus de vivres pour les ouvriers qui coopèrent à ce service de sécurité publique. Est-il vrai que depuis quelque temps ces vivres aient été supprimés, sauf dans un seul arrondissement, dont le maire a résisté aux ordres qu'il avait reçus? Et ceux qui ont donné ces ordres ne craignent-ils pas qu'on les accuse de vouloir enlever petit à petit aux ouvriers la garde de Paris?

Tous les ministres viennent d'être nommés définitivement, sauf un seul qui ne doit fonctionner que par intérim. Pourquoi cette exception? Le citoyen Charras n'a-t-il donc pas donné d'aussi grandes preuves de patriotisme que ses collègues? Elève de l'école polytechnique, il marchait à la tête du peuple en 1830. Envoyé en Afrique, il y obtenait successivement tous ses grades à force de services et de fatigues, en même temps il correspondait avec le *National*, dont il partageait l'esprit d'indépendance et les idées patriotiques d'alors.

Après notre dernière révolution et quand le général Subervie eut quitté le ministère, ce fut Charras qui le remplaça. Arago était bien ministre en titre, mais trop occupé de ses autres fonctions politiques pour avoir le temps de donner tous ses soins aux travaux administratifs. L'homme pratique, le ministre véritable, c'était donc le simple sous-secrétaire d'Etat Charras.

Dans les circonstances actuelles, il faut à la guerre une main ferme, une haute intelligence, et nul plus que le citoyen Charras ne satisfait mieux à ces conditions. Il est incompréhensible, nous le répétons, qu'il ne soit pas sur la même ligne que les autres ministres, et nous espérons, dans l'intérêt même de l'armée, voir cesser une distinction que rien ne saurait excuser.

Faire de la tribune politique une chaire de professeur, de la discussion un concours d'éloquence, substituer au désir du bien public le soin de sa propre renommée, est-ce bien comprendre le mandat de représentant? N'est-ce point, au contraire, le premier pas rétrograde vers les temps où la députation menait à tout? Songez-y bien, représentants! qui dix fois chaque séance envahissez la tribune; ce que nous vous demandons, c'est une constitution et non des discours; agissez mieux et parlez moins : vous ne perdrez rien en renommée, et vous gagnerez dans notre estime. Aussi bien le règne des individualités est-il fini; avec elles tomberont toutes ces prétentions guindées qui s'affublaient du nom de grandeur, car une seule grandeur doit rester désormais celle du peuple.

avantage incontestable dans l'exploitation des mines souterraines. De plus, pour la chasse, la charge est portée plus loin sans faire écarter les plombs comme la poudre ordinaire, ce qui est dû sans contredit à l'explosion uniforme et instantanée de toute la poudre-coton, et la production immédiate des gaz oxydes de carbone d'azote et d'hydrogène, ces divers oxydes se dilatant simultanément.

Cette poudre ne laisse aucun dépôt dans les armes, tandis que la poudre de guerre dépose ordinairement du charbon, du sulfure de potassium, qui, s'ils ne sont pas enlevés par le lavage, finissent par détériorer les armes.

La poudre-coton, que j'appellerai en conséquence LA FULMINE, est appelée à jouer un rôle immense dans son application, soit dans les arts, soit dans la guerre.

SCIPION DEMOULIN.

La foule s'empressera, aujourd'hui samedi, au Château-des-Fleurs, qui donnera définitivement sa première fête du soir et son premier grand concert vocal et instrumental. Un orchestre de 70 musiciens, dirigés par Giuseppe Daniele, et les chanteurs les plus renommés de Paris, tels que Legrand, Pedorini, mesdames Ugalde, Cabell, Bourdet, interpréteront les œuvres des compositeurs célèbres.

On terminera par le *Chant du Départ*, dramatisé comme à l'Opéra. Une double illumination au gaz et en verres de couleur, un feu d'artifice compléteront cette solennité. Prix d'entrée : 2 francs.

mis, quand il est refroidi, dans un flacon bouché à l'émeri.

D'autre part, on prend cinq parties en volume d'acide azotique (eau forte); le meilleur est celui qui est fumant, tel qu'il sort de chez les fabricants; mais le moyen le plus avantageux est de le préparer soi-même, ce qui est très-facile. A cet effet on prend un kilo, par exemple, d'azotate de potasse (salpêtre) bien blanc, sec et bien cristallisé; on le met dans un vase de cuivre de fer ou de fonte; on fait chauffer le vase à un feu vif, jusqu'à ce que le salpêtre soit fondu; quelques minutes après on le coule sur une plaque en fer ou autre. Ce salpêtre ainsi privé d'eau est pilé quand il est refroidi; on l'introduit dans une cornue de terre ou de grès tubulée qui s'ajuste avec un ballon à long col aussi tubulé; on ferme ce ballon par un bouchon auquel est ajusté un long tube; on verse ensuite dans la cornue deux kilos d'acide sulfurique du commerce; le mélange entier ne doit pas dépasser les deux tiers de la capacité de la cornue. On chauffe à un feu doux que l'on entretient, et on augmente peu à peu avec de la braise; au bout de deux heures environ l'opération est terminée. On s'en aperçoit quand la matière commence à durcir dans la cornue et que les vapeurs rutilantes qui passent dans le ballon ont de la peine à se condenser. On a soin d'entourer le ballon et son col de linges mouillés pour faciliter la condensation des vapeurs acides.

On démonte l'appareil. Quand la cornue est légèrement refroidie, on y introduit de l'eau peu à peu afin de dissoudre le résidu (sulfate de potasse) qui s'est formé; autrement le sel va se refroidissant, occupe un plus grand volume et brise

la cornue.

L'acide que l'on a recueilli dans le ballon est l'acide azotique; il a un aspect un peu rougeâtre, ce qui tient à du gaz nitreux qu'il a en dissolution. Pour le dépouiller de ce gaz il suffit de l'introduire dans un matras et de le soumettre quelques minutes à une chaleur douce. Pour mon compte, dans la préparation de la poudre-coton, je n'ai point pris cette précaution, car je me suis assuré que lorsque l'acide est très-concentré, la cause de dissolution de la cellulose n'est pas dans la présence de ce gaz, contrairement à ce que nos habiles chimistes professent à Paris. L'acide obtenu de la manière indiquée, c'est-à-dire fumant, quoique rutilant, est conservé dans des flacons bouchés à l'émeri.

Pour fabriquer le coton-poudre, on met, ainsi que nous l'avons dit plus haut, cinq volumes d'acide azotique fumant dans un vase de verre, de grès ou de porcelaine; on y ajoute quatre volumes de l'acide sulfurique concentré de la manière indiquée ci-dessus; on remue le tout un instant avec un tube de verre. Ce mélange fait, on y plonge du coton cardé de manière à ce qu'il soit recouvert par les acides. Une minute d'immersion suffit et au delà, c'est-à-dire la complète immersion; cela seul rend la combinaison instantanée. On retire alors le coton avec un tube, on le presse entre des plaques de verre ou de grès, soit contre les parois d'un vase de porcelaine pour en exprimer le plus possible d'acide. On jette le coton ainsi exprimé dans de l'eau que l'on renouvelle jusqu'à ce que le coton, pressé et lavé à grande eau, ne contienne aucune trace d'acide. On le retire après l'avoir essuyé; on le met en bourre légère et on le fait sécher à une

chaleur entretenue par la vapeur, sur le couvercle d'une chaudière par exemple. Il faut se garder de faire sécher cette matière au feu ordinaire, même à distance, car sa combustibilité est si grande qu'elle prend feu à un pied d'élévation d'un réchaud enflammé. C'est à un tel point qu'en mettant le feu à un morceau de pyroxile sur un petit tas de poudre de guerre, celle-ci ne prend pas feu.

On remarquera que le mélange d'acide dont nous avons parlé sert jusqu'à épuisement, et que celui que l'on retire en exprimant le coton est versé dans de nouveaux mélanges et sert à la préparation de la pyroxile comme le premier.

Le coton ainsi préparé et fortement desséché est conservé dans des boîtes ou des flacons fermés. J'ai remarqué que sa puissance est bien plus forte quand il est très-sec. Dans tous les cas, cette poudre, ainsi préparée par les procédés que j'indique, est bien supérieure à la poudre de guerre; il suffit d'un centigramme de pyroxile ou d'une boule de la grosseur d'une petite noisette pour obtenir des effets très-puissants. Il faut avoir soin de comprimer légèrement la charge sans la bourrer. Selon les expériences de Proust et de Gay-Lussac, un kilo de poudre produit en brûlant de 450 à 500 litres de gaz, tandis qu'un kilo de pyroxile en produit jusqu'à 800. C'est ce maximum qu'on obtiendra si l'on suit fidèlement les procédés que j'indique. Dans mes expériences, j'ai remarqué qu'une seconde seule d'immersion du coton dans le mélange d'acides suffit.

Cette nouvelle poudre ne donne aucune fumée, dès que qu'on aperçoit toujours le but auquel on a visé. Cette non production de fumée est un

Les légitimistes, sous la conduite du citoyen Larochejaquelein, auraient, dit-on, l'espoir d'étouffer, dans le bureau dont il fait partie, l'enquête votée par la chambre des représentants à propos de l'élection de M. l'abbé Fayet dans la Lozère. On se rappelle que ce vote fut provoqué par le représentant Germain Sarrut.

Si les champions de l'abbé Fayet sont bien avisés et surtout bien instruits, ils n'oublieront pas que l'histoire financière de 1815 constate une somme de 16,000 francs comptée à l'abbé Fayet, sur son simple reçu, pour avoir entretenu à ses frais le mouvement ultra-royaliste des chevaliers du Brasseur.

La renommée répand encore d'autres bruits. Certains représentants auraient le dessein, si nous sommes bien instruits de lire à la chambre des pièces historiques, non de 1815, mais de la présente année 1848. Le débat promet d'être curieux.

On lit sur les murs de la ville de Sceaux (Seine) l'affiche suivante :

« Le citoyen Reynaud, nommé commissaire du Gouvernement de l'arrondissement de Sceaux, est autorisé à requérir la garde nationale dans le cas où il se verrait révoqué de ses fonctions.

« Signé : Pour le maire de Paris, « ADAM, adjoint.

« Paris, 9 mai. »

Il paraît que cette affiche a été apposée parce que le citoyen Ledru-Rollin avait nommé un commissaire sans le consentement du maire de Paris.

La garde nationale a été sur pied hier et aujourd'hui.

LA GARDE RÉPUBLICAINE.

Il est de ces oublis d'autant plus malheureux qu'ils semblent toujours être moins que des oublis. C'est ainsi qu'une fête fraternelle est indiquée pour le 14 mai; tous les éléments de la grande famille populaire y sont conviés : les gardes nationales, la garde mobile, le peuple s'y donneront la main. Une troupe seule ne pourra y prendre part. Cette troupe, la pensée le devine avant que les yeux n'aient lu, c'est la garde républicaine, à laquelle on ne pardonnera que bien difficilement de n'être composée que de vrais démocrates. Espérons que l'oubli sera réparé. Il est toujours temps de bien faire.

VAINQUEURS DE LA BASTILLE.

Nous avons parcouru le programme de la fête du 14 au Champ-de-Mars. Nous sommes étonnés que les vainqueurs de la Bastille n'aient pas trouvé leur place dans le cortège. — On n'aurait pas dû oublier que ce sont les aînés de la Révolution.

Un chef d'escouade nous écrit pour se plaindre des retards continus apportés dans les distributions de linge et de chaussures : « Ces retards, dit-il, sont d'autant moins excusables, que la solde du dimanche est retenue intégralement à l'effet de fournir les objets aux travailleurs nécessaires. »

Bouche de bronze.

LE CITOYEN DUFRÉNOY EST	
Inspecteur général adjoint des mines,	8,000 f.
Inspecteur des études à l'école nationale des mines,	4,000
Logé à cette école,	1,500
Professeur de minéralogie au musée d'histoire naturelle,	6,000
Professeur de géologie à l'école des ponts et chaussées,	4,300
Membre de l'Institut,	4,500
Serait-il vrai qu'il joint à cela pour conserver au collège de France une collection de minéralogie qui n'existe pas ?	3,000
Total,	25,800

Nous recevons la pétition suivante, et nous adhérons entièrement aux vœux qu'elle exprime :

« Liberté, Egalité, Fraternité.

« Citoyens représentants,

« Au nom de la liberté achetée sur les barricades au prix du sang du peuple; au nom de l'égalité qui est le premier principe de la loi naturelle, et de la fraternité dont nous appelons tous le règne véritable, nous venons vous demander de sanctionner la nomination d'une Représentation qui sera près de vous l'organe authentique du peuple et qui se chargera de soutenir ses droits constatés. Nous venons vous demander la nomination d'une assemblée qui soit votre égide et votre sœur devant la République égalitaire.

« Délégués du pays, vous serez obligés de vous adresser à lui. En bien! la convention populaire traduira vos actes et vous rapportera l'expression fidèle des sentiments qu'ils auront excités dans le peuple.

« Les classes émancipées depuis des siècles sont assez fortes d'esprit pour n'avoir plus besoin d'une assemblée spéciale pour chacune d'elles : elles comprennent sans explication votre langage; mais il faut que la jeune émancipation des travailleurs se fortifie en se réchauffant à un centre de lumière qui sera créé et régulièrement entretenu par eux.

« La partie la plus intelligente du peuple a formé les clubs; c'est là que l'instruction politi-

que naît de l'explication du droit naturel; c'est de là que doivent sortir les rayons destinés à former le faisceau de lumières dont le peuple a besoin pour vivifier sa force et éclairer son droit.

« Un abri pour la grande école populaire!... Que la salle des anciens députés, témoin des actes de la corruption, devienne le sanctuaire de ceux qu'on a si souvent trompés et qui viennent réagir dans un fraternel accord contre les hontes du passé.

« Que les délégués du peuple soient pris dans les clubs de Paris et des départements; qu'ils soient pris parmi les travailleurs de l'intelligence et du bras; que les conditions d'admission soient telles qu'elle ne réunisse que des hommes d'un dévouement éprouvé.

« Que la convention populaire soit constituée de manière à bannir à jamais toute idée de guerre civile en formulant hautement les vœux du peuple qu'elle est appelée à guider dans le pénible travail de sa régénération.

« Que la convention populaire soit le livre constamment ouvert où l'Assemblée nationale viendra puiser des inspirations lorsqu'elle voudra méditer toutes les grandes questions de la vie pratique.

« Que la convention populaire soit en rapport immédiat avec les clubs qui l'auront nommée; que ses membres divisés en sections assistent chaque jour aux délibérations de l'assemblée afin que, télégraphe vivant, ils tiennent toujours le peuple éveillé sur les déterminations qui seront prises pour son bonheur.

« En accédant à ce vœu, vous aurez, citoyens représentants, accompli le premier acte d'une constitution nouvelle et donné une preuve de votre dévouement à la cause de l'émancipation morale et intellectuelle du peuple.

« Nous demandons qu'une commission soit admise à la séance et qu'un de ses membres puisse exposer à votre tribune les bases d'un système qui peut changer sans secousse la face du pays.

« Vive la République!

« La commission chargée du travail :

« Hugelmann, A. Duvivier, J. Gosset, Leroux (Charles), G. Richard, Al. Buisson, Al. Phéloux, E. Thevenon, Nombal, Binoit, C. Sillet, Brodin, Ernest Fanfernot, Alfred Roberts, L. Thirion, Gérard, J. Sergent, Bertrand Toussaint.

Correspondance.

Citoyen rédacteur,

On voit aujourd'hui sur les murs du faubourg Saint-Germain l'annonce d'un club (les Démocrates indépendants) qui a pour président le citoyen Peupin, ouvrier horloger, membre de l'Assemblée nationale, et pour vice-président le citoyen de Laumonie, qui, quelques jours après la Révolution, avait supprimé la particule. Ce citoyen oublie trop facilement, lorsqu'il se dit démocrate, ses antécédents comme écrivain (c'est l'auteur des *Biographies*, par un homme de rien) et son passage dans les salons de madame Récamier, qui lui ont ouvert les portes du collège de France pour arriver à la suppléance d'Ampère.

On suppose que le citoyen Peupin, ouvrier, est un plastron complaisant pour attirer la bienveillance des ouvriers à ce club.

Le citoyen Peupin attaque Louis Blanc et vient affirmer à la tribune que la commission du Luxembourg n'a rien fait pour la classe ouvrière. Moi, je dis qu'en s'associant à des hommes comme le citoyen de Laumonie, il ne fera non-seulement rien pour ses frères, mais encore il agira contre eux.

Il est douloureux, citoyen, de voir des hommes qui se disent ouvriers oublier si tôt leur origine et se séparer des intérêts du peuple, comme des enfants ingrats qui déchirent le sein qui les a portés.

Nous faudra-t-il donc toujours rester l'arme au bras?

Salut et fraternité.
REDON.

11 mai 1848.

Citoyen Sobrier,

Je ne sais si une police occulte ou toute autre, à l'instar de celle du 16 avril, entendrait d'entraver la publicité de votre précieux journal; mais voilà deux fois ce mois-ci qu'il n'a pas paru dans les six ou sept dépôts de Passy, savoir les numéros des 6 et 11 mai; celui du 9 ne nous est parvenu que le lendemain. Les dépositaires s'en sont plaints au porteur, ajoutant qu'ils ne pourraient pas continuer, attendu qu'on ne venait plus l'acheter quand il arrivait si tard.

Or, ce qui a lieu ici a probablement lieu dans les autres communes. Il est plus que jamais urgent que la lumière se répande sur les masses, afin que les travailleurs, qui, bien mieux que l'Assemblée nationale, représentent la majorité du pays, après avoir conquis leur liberté, sachent en user avec discernement, et que, vainqueurs sur les barricades, ils ne succombent plus au dépouillement du scrutin.

Apôtres de la démocratie, que votre parole soit l'antidote pour le peuple de ces indignes publications qui tendent à vicier son esprit et qui ne le flattent que pour mieux l'égarer.

Ils ont mis à profit pour eux la liberté de la presse, qu'ils nous refusaient, pour salir de leur bave calomnieuse les plus dévoués républicains, et s'ils réussissent dans le projet de restauration qu'ils complotent, ils porteront bientôt une main sacrilège sur cette liberté qui met obstacle à leurs tentatives.

Veillez donc, citoyen rédacteur, si mes soupçons ne sont pas fondés et que les omissions ci-dessus signalées ne dépendent que de la négligence du porteur, mettre vos soins à ce qu'elles ne se renouvellent plus.

Salut et fraternité.

F., à Passy.

Actes officiels.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'Assemblée a adopté le décret dont la teneur suit :

L'Assemblée nationale, s'associant à la pensée du décret du Gouvernement provisoire, arrête qu'elle assistera en corps à la fête du 14 de ce mois.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 mai 1848.

Les président et secrétaires,

BUCHÉZ, PEUPIN, ROBERT (des Ardennes), DEGEORGE (Frédéric), T. LACROSSE.

La commission du pouvoir exécutif, Décrète :

Le citoyen Pagnerre, représentant du peuple, est nommé secrétaire de la commission du pouvoir exécutif, ayant voix délibérative dans le conseil des ministres.

Fait en conseil, à Paris, le 11 mai 1848.

La commission du conseil exécutif,

ARAGO, GARNIER-PAGÈS, MARIE, LAMARTINE, LEDRU-ROLLIN.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

PRÉSIDENT DU CITOYEN BUCHÉZ.

Séance du 12 mai.

A une heure le citoyen président monte au fauteuil, et la séance reste suspendue en l'absence d'un nombre suffisant de représentants.

La séance est ouverte à une heure et un quart. Le procès-verbal est lu et adopté sans réclamation.

Un membre dépose sur le bureau du président une proposition tendant à demander des renseignements au ministère sur les fonds dépensés depuis le 24 février dernier jusqu'à ce jour en faveur des ateliers nationaux. Il demande que l'Assemblée s'occupe des moyens à employer pour faire face aux exigences de la situation actuelle. Il demande en outre le renvoi de sa proposition devant la commission chargée de l'organisation du travail. — Renvoyée.

Les représentants du Gard sont admis.

Le citoyen Lasteyrie dépose une pétition en faveur de la Pologne.

Le citoyen Thiars demande un congé. — Accordé.

Le citoyen Thabaud-Linetière s'excuse de n'avoir pu prendre encore part aux travaux de l'Assemblée.

Un membre, de concert avec ses collègues, dépose un projet de décret ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. Les fonctions de représentant du peuple sont incompatibles avec toutes autres fonctions publiques salariées.

« Art. 2. Le présent décret n'est pas applicable aux militaires, aux membres de la commission exécutive, aux ministres et aux sous-secrétaires d'Etat. »

Un autre membre. Je demande le renvoi dans les bureaux.

L'orateur voudrait une discussion immédiate; cependant il finit par se résigner à un renvoi dans les bureaux, à condition que sa proposition y sera examinée avec soin. (Rires.)

Le citoyen Crémieux insiste pour le renvoi dans les bureaux.

LE CIT. ÉTIENNE ARAGO. Très bien.

Le citoyen ministre engage l'Assemblée à se délier des votes trop précipités. (Rumeur.)

L'Assemblée ordonne le renvoi de la proposition dans les bureaux.

LE CIT. GLAIS-BIZON. J'ai une proposition à faire à l'Assemblée tendant à obtenir l'abolition de la prestation en nature sur les chemins vicinaux, attendu que cette loi est contraire aux sentiments républicains. Je demande en outre que cette question soit désormais dans les attributions du ministre des travaux publics.

Un citoyen membre demande l'ajournement.

LE CIT. LUNEAU. Nous sommes certainement animés des meilleures intentions; mais si chacun vient prendre à cette tribune l'initiative de toutes les propositions sans égard pour le règlement, il en résultera des travaux sans nombre dont il sera difficile de sortir. Je demande que la proposition du citoyen préopinant soit ajournée pour être discutée en son temps.

LE CIT. GLAIS-BIZON. Quand une proposition me paraît opportune, utile à mon pays, je n'hésite pas à la présenter. Celle-ci ne me paraît pas devoir essentiellement rentrer dans les attributions de la commission d'organisation du travail. Je persiste dans ma demande.

LE CIT. LUNEAU insiste particulièrement pour l'ajournement et pour le renvoi au ministre de l'agriculture.

La proposition d'ajournement est mise aux voix et adoptée.

Le citoyen Falloux dépose une pétition relative aux affaires du Liban et demande au ministre communication de certaines pièces utiles à la discussion.

LE CIT. J. BASTIDE. Les pièces seront déposées aux archives.

Un membre dépose une pétition relative à l'impôt des boissons.

LE CIT. LÉON FAUCHER. Je demande que l'Assemblée nomme une commission de finances de dix-huit membres chargés d'examiner les mesures prises par le Gouvernement provisoire en matières de finances.

LE CIT. A. PORTALIS. Je demande que cette commission soit composée de trente-six membres.

LE CIT. J. DE LASTEYRIE. Notre commission du règlement s'occupe précisément dans ce moment de la question des propositions; elle fera son rapport aujourd'hui. Je demande que l'on ajourne à demain le parti à prendre sur la proposition du citoyen Léon Faucher.

Le citoyen Léon Faucher consent à l'ajournement.

LE CIT. PRÉSIDENT. L'ordre du jour appelle la discussion sur le mode de nomination de la commission de constitution.

LE CIT. BERRYER. On a proposé le mode de nomination par scrutin de liste en séance publique ou dans les bureaux en déterminant le nombre des membres à nommer par chaque bureau. On a signalé les avantages et les inconvénients de ces deux modes. On a cru que le vote par l'Assemblée entière, après discussion, nous donnerait des hommes plus capables. Mais d'un autre côté ce serait une discussion avant la nomination de la commission, et il y en avait une deuxième plus tard, après le travail de la commission. D'autre part, on craignait que beaucoup d'idées ne se produisissent pas dans cette discussion publique, car beaucoup d'hommes de talent sont trop modestes et redoutent la tribune, tandis que d'autres l'abandonnent avec tant d'audace. (On rit.)

Dans les bureaux, au contraire, il peut arriver que les membres les plus utiles pour un pareil travail soient en minorité dans leur bureau, ou bien que dans certains bureaux ils soient en si grand nombre que beaucoup d'entre eux soient forcés de se tenir à l'écart.

Dans cet état de choses, je voudrais proposer à l'Assemblée un mode qui réunisse les avantages des deux modes sans en avoir les inconvénients; ce serait d'avoir le vote de l'Assemblée entière, mais le vote dans les bureaux.

L'Assemblée se rendrait dans ses bureaux, les dix-huit bureaux feraient dix-huit listes complètes; on recueillirait les dix-huit listes, et les membres qui auraient obtenu le plus de suffrages seraient élus. Le travail serait rapide; il y aurait discussion, contrôle, et en même temps suffrage de l'Assemblée entière. Je me résume : réunion dans les bureaux, dans chaque bureau liste entière, puis recensement.

LE CIT. LHERBETTE se prononce pour la nomination dans les bureaux par la forme ordinaire. Voulez-vous, dit-il, de la solennité, faites voter par l'Assemblée entière; voulez-vous des lumières, faites voter par les bureaux.

LE CIT. CORNE. Je viens combattre la proposition du préopinant, qui demande la discussion par les bureaux et celle par l'Assemblée nationale. (Bruit.) Je viens proposer un système combiné qui aurait en même temps la gravité, la solennité de l'Assemblée, et qui aurait aussi la lumière des bureaux. Ce système, e voici : la nomination définitive par l'Assemblée nationale et les candidatures préparées et discutées par les bureaux.

Je demande aussi que la commission de constitution soit composée de trente-six représentants qui seraient nommés par l'Assemblée nationale et sur bulletin de liste. Chaque bureau nommerait en outre quatre candidats, et la nomination directe ou définitive serait faite par l'Assemblée nationale. En conséquence, la discussion ne serait pas restreinte comme elle le serait si elle était soumise à l'examen des bureaux.

Un membre repousse le travail et la discussion dans les bureaux, comme étant opposés au principe démocratique, surtout lorsqu'il s'agit de grandes questions de principe.

LE CIT. SAINT-GAUDENS. J'ai une nouvelle proposition à formuler, et d'avance permettez-moi de protester contre tout esprit de fédération... Je veux que le souffle de la République unitaire anime nos institutions et nos lois; mais chacun de nous représente ici une partie de la population, dont les intérêts agricoles et industriels sont divers, et présentent des influences qu'il s'agit de produire.

Et les questions d'économie politique joueront, dans cette discussion, un rôle plus important que vous ne croyez. (Concluez! Concluez!) Je demande que l'Assemblée nomme non pas une commission définitive, mais une commission préparatoire, de laquelle sortira plus tard une commission définitive qui représentera tous les intérêts. Ainsi, dans mon système, nous nommerions une commission par 240,000 habitants; cette commission préparatoire se réunirait dans l'ancienne chambre des députés, se préparerait pour la discussion, puis nommerait dans son sein une deuxième commission qui viendrait vous proposer un travail définitif. (Bruit.)

LE CIT. PRÉSIDENT. Le citoyen Callet me fait parvenir une sixième proposition tendant à former la commission de constitution de trente-six membres, dont dix-huit membres nommés par l'Assemblée au scrutin de liste et dix-huit membres par les bureaux.

Le citoyen Berryer déclare retirer sa proposition; celle du préopinant lui paraît renfermer tous les éléments de la sienne.

Un membre vient du fond de l'hémicycle pour dire qu'il ne veut pas du vote morcelé. Personne dans l'Assemblée ne cherche à le distraire dans son improvisation. Les conversations particulières s'établissent sur tous les bancs.

Le citoyen Flandin appuie la proposition du citoyen Callet.

LE CITOYEN JOLY. Il ne discute pas sur la nomination de neuf ou de quinze membres, elle est

impraticable avec la constitution des dix-huit bureaux ; il préfère la nomination de dix-huit membres à celle de trente-six : il demande que ces dix-huit membres soient nommés par l'Assemblée...

Un membre. Rien des bureaux. (Hilarité.)
La clôture de la discussion est prononcée.
LE CIT. PRÉSIDENT. Il y a plusieurs propositions. Le citoyen Portalis demande la priorité pour la proposition du citoyen Callet. (Opposition à l'extrême gauche.)

Un membre. Lisez les propositions.
LE CIT. PRÉSIDENT. Il y en a six ! (Aux voix ! aux voix !)

Un membre. Nous avons besoin de les connaître toutes !
Le citoyen président récapitule toutes les propositions.

L'Assemblée consultée accorde la priorité à la proposition du citoyen Callet.

LE CIT. PRÉSIDENT. Je vais mettre au vote cette proposition.

A l'extrême gauche. — La division !
A droite. — Il n'y a pas de division possible.

LE CIT. PRÉSIDENT. Le règlement que vous avez voté hier autorise la division... Nous voterons d'abord sur le mode de vote, puis sur le nombre de membres. (A droite : Non ! non !)

Un membre parvient à la tribune, mais ne peut se faire entendre.

Un membre de l'extrême gauche parle de sa place au milieu du bruit.

LE CIT. PRÉSIDENT. Comment vous appelez-vous ?... (Rire général.)

Le membre se rassied.
LE CIT. CALLET s'attache à démontrer qu'il est impossible de voter par division.

LE CIT. LUNEAU. Il faut d'abord décider la question du nombre. (Non ! non ! — Ouit !)

Le cit. Emmanuel Arago demande que l'Assemblée vote d'abord s'il y aura trente-six membres ou s'il n'y en aura que dix-huit. Il ne lui paraît pas raisonnable de discuter si dix-huit seront nommés par l'Assemblée et dix-huit par les bureaux avant de savoir le nombre au juste des représentants qui seront appelés à faire partie de la commission de constitution. Il termine en manifestant le vœu que les trente-six membres soient désignés par toute l'Assemblée et non en partie dans les bureaux. (Adhésions nombreuses.)

LE CIT. TACHELIER soutient que la question est indivisible. Adoptez ou repoussez la proposition du citoyen Callet ; mais ne la divisez pas.

Le cit. Luneau dit quelques mots de sa place.
Après avoir entendu plusieurs orateurs au milieu des cris de : Aux voix ! aux voix ! l'Assemblée décide qu'elle votera par division.

Elle vote d'abord sur le nombre et décide que la commission de constitution se composera de trente-six membres.

LE CIT. LAROCHELLAQUELIN. Je demande que la proposition soit ainsi formulée :

« Dix-huit membres seront nommés par l'Assemblée. » (Ouit ! ouit !)

Il est évident que la discussion préalable dans les bureaux nous éclairera sur les autres choix à faire en séance publique. (Approbation générale.)

Un membre s'oppose à ce que l'Assemblée commence par les bureaux ; elle devra procéder ensuite à la nomination par l'Assemblée.

Un autre membre veut le contraire ; mais le bruit qui accueille ses paroles ne l'empêchera pas de conserver la tribune jusqu'à ce qu'on ait entendu sa proposition. Cette manière d'interrompre est, dit-il, une des habitudes du juste-milieu. (Bruit plus confus.) Vous avez déclaré que vous étiez tous des représentants démocrates ; faites donc ce que doivent faire les démocrates : écoutez. J'ai l'honneur de l'être. (Ah ! ah ! tant mieux.) Je termine, ajoute l'orateur, en demandant que l'Assemblée nomme les dix-huit membres tout d'abord. Ce moyen me paraît le meilleur, comme représentant le vote par l'universalité des citoyens. (Aux voix !)

Une interruption longue et prolongée succède aux paroles du préopinant.

LE CIT. JOLY monte à la tribune au milieu des cris des deux côtés de l'Assemblée. Nous avons, dit le citoyen Joly, fait une révolution pour avoir le droit de parler.

Un membre. Les avocats ont parlé sous tous les régimes.

LE CIT. JOLY. Les questions personnelles doivent être portées hors de cette enceinte.

Une voix. — Où ? (Hilarité.)

LE CIT. JOLY. Je ne répondrai pas à cette question. (Rires.) Il repousse le nombre trente-six mi-partie par l'Assemblée et mi-partie par les bureaux ; il veut que les trente-six soient nommés par l'Assemblée.

LE CIT. VIGNERTE. C'a été dit.

LE CIT. JOLY. Alors si cette proposition n'était pas adoptée par l'Assemblée, je me rangerais à la proposition Corne.

LE CIT. LUNEAU. Rangez-vous. (Rires.)

LE CIT. JOLY. Je m'y range parce qu'elle me paraît être la plus large.

LE CIT. BAROCHE. L'Assemblée a décidé que la proposition du citoyen Callet avait la priorité. (Ouit ! ouit !)

LE CIT. PRÉSIDENT. La proposition du citoyen Joly est-elle appuyée ? (A gauche : Ouit ! ouit !)

LE CIT. MALLEVILLE. Mais puisque nous avons voté la priorité.

LE CIT. PRÉSIDENT. La question a changé de face. (Non ! non !)

LE CIT. LESPINASSE. La proposition Callet a la priorité ; cela est décidé. Si elle est rejetée, on en proposera une autre.

LE CIT. PRÉSIDENT. La proposition Joly est un amendement à la proposition du citoyen Callet. (Mais non ! mais non !)

LE CIT. CHARANAULE. Ce n'est pas un amendement, puisqu'il détruit la proposition principale.

LE CIT. REMUSAT. D'ailleurs il y a vote.

LE CIT. FALLOUX. Il n'y a pas d'amendement ; il y a diverses propositions qui ne peuvent s'amender mutuellement. (Très-bien !)

LE CIT. TACHELIER. Le citoyen Joly veut faire revenir l'Assemblée sur la décision qu'elle a prise. (C'est cela ! c'est cela !)

LE CIT. GLAIS-BIZOIN. Le citoyen Callet nous ramène à des abus de l'ancien temps... Sa proposition n'est autre chose que le rétablissement du double vote. (Hilarité générale et prolongée.)

Le citoyen de Malleville lève les bras au ciel.

LE CIT. CRÉMIEUX. La proposition du citoyen Joly n'est pas autre chose que la proposition du citoyen Callet ; comme la priorité a été accordée à la proposition du citoyen Callet, on ne peut plus mettre la question de priorité aux voix ; je demande la question préalable sur la proposition du citoyen Joly. (Très-bien !)

Ceci établi, je ne puis adopter en principe la proposition du citoyen Callet ; elle établit entre les divers candidats une distinction mauvaise, fâcheuse, une inégalité choquante. Que l'Assemblée nomme directement les commissions ou qu'elle les nomme par les bureaux ; mais qu'elle se prononce énergiquement pour l'un ou pour l'autre système.

Quant à moi, je préférerais la nomination par l'Assemblée. Je dois dire que je n'approuve pas le chiffre de trente-six membres ; car, je le dis ici à la face de la France, dans l'état actuel des choses il m'est impossible de trouver trente-six membres capables de faire une constitution. (Rires et murmures.)

A gauche. Très-bien ! très-bien !
Le citoyen Vignerte occupe la tribune ; mais il ne peut être entendu.

Le citoyen Crémieux monte à la tribune.

Un membre. La discussion est close ; d'après le règlement, un ministre même n'a plus le droit de parler.

LE CIT. CRÉMIEUX. La discussion n'est pas close, puisque nous discutons encore. (Rires.) Je voulais dire à l'Assemblée qu'elle peut encore rejeter l'ensemble de la proposition Callet, et que par conséquent elle deviendrait maîtresse de voter de nouveau sur le chiffre des membres de la commission. (A l'extrémité de gauche. Très-bien ! très-bien !)

Le citoyen président met aux voix le premier paragraphe de la proposition Corne ; il est rejeté. (Vive interruption.)

Le président met aussi l'ensemble de la proposition aux voix ; il est rejeté au milieu du bruit le plus confus.

LE CIT. ABATUCCI. Je viens supplier la chambre de nommer une commission devant laquelle on renverrait toutes les propositions et projets ; car il n'est pas possible, en vérité, de voir une pareille mosaïque de propositions et sous-propositions se heurter ainsi à la tribune : l'un appuie, l'autre rejette, et la chambre en discutant ainsi ne fait que se déjuger. Je demande donc que les propositions soient distribuées dans les bureaux.

Un membre. C'est un précédent admis par toutes les Assemblées délibérantes de discuter en séance les amendements, que le précédent orateur confond sous le titre propositions.

LE CIT. ABATUCCI. Les projets doivent être élaborés dans les bureaux.

LE CIT. PRÉSIDENT. Laissez-vous conduire par moi.

Une voix. Mais conduisez-nous donc !

LE CIT. PRÉSIDENT. Je vais mettre aux voix d'abord le nombre des membres.

Une voix. Le nombre dépend du système... D'abord le système !

Le citoyen Luneau parle au milieu du bruit.

LE CIT. PRÉSIDENT. Un membre propose de renvoyer les diverses propositions à une commission. Cette proposition est-elle appuyée ? (Non ! non !)

Elle est mise de côté.

La chambre, consultée, décide qu'elle votera d'abord sur le nombre, puis sur le mode.

LE CIT. PRÉSIDENT. Sur le nombre il y a diverses propositions. Le citoyen Callet propose que la commission soit composée de 36 membres, le citoyen Barry de 25, le citoyen Pérignon de 18, le citoyen Glais-Bizoin de 9, et enfin le citoyen Ducoux de 150. (Hilarité générale.)

Le citoyen Et. Arago voudrait qu'on votât à la fois sur le mode et sur le nombre. (Aux voix ! aux voix !)

LE CIT. PRÉSIDENT. Je vais mettre aux voix les différents chiffres.

Le chiffre de 150 membres est rejeté.

Le chiffre de 36 membres est rejeté.

Le chiffre de 25 membres est rejeté.

Le chiffre de 18 membres est adopté.

LE CIT. PRÉSIDENT. La commission de constitution se composera de 18 membres.

De toutes parts. — Ah ! ah ! Enfin !

Compte rendu des Clubs.

Citoyen rédacteur,

Les délégués des clubs assistant à la séance de l'Assemblée nationale du 9 mai protestent énergiquement contre l'insinuation calomnieuse contenue dans le troisième paragraphe des nouvelles diverses du journal la Liberté ainsi conçu :

« Les marques d'approbation et d'improbation qui partent à chaque instant de la tribune des délégués des clubs sont un motif qui doit, dit-on, engager le président à leur interdire cette tribune. »

Ce journal s'était peut-être promis deux missions : la première, de continuer à fausser l'esprit public, comme son collègue le journal de Madrid

l'avait essayé dans quelques mauvais romans ; la seconde, de jouer le rôle de Basile, à l'effet d'éloigner les citoyens intelligents des débats, qu'il se réserve de travestir à sa façon. Nos figures ont sans doute trahi les émotions que nous éprouvons ; mais pas un cri, pas un mot, pas un geste de notre part n'a provoqué le perfide mensonge du journal de la Liberté.

Nous l'affirmons tous, citoyen rédacteur, et vous prions d'insérer cette protestation dans votre prochain numéro.

Picheloup, Armand Levy, Jules Gay, Hippolyte Vernier, etc.

Le club démocratique de l'Arsenal aux citoyens représentants du peuple.

« Les fonctions de représentant du peuple sont-elles les plus belles qu'un citoyen puisse remplir ? Sont-elles de nature à occuper toutes les forces et tous les instants d'un élu de la nation ? »

A ces questions, pour l'honneur de la France républicaine, il ne peut, il ne doit y avoir qu'une réponse. Nous réclamons donc le rétablissement du décret du 25 septembre 1792, portant que l'exercice de toute fonction publique est incompatible avec celle de représentant du peuple.

Et, en outre, comme conséquence, tout cumul de fonctions gratuites ou salariées, actives ou honoraires, avec ou sans abandon de traitement, devra être rigoureusement interdit. — Un citoyen ne peut bien faire deux choses à la fois.

Agréé, monsieur le rédacteur, l'expression de tous nos sentiments de cordiale fraternité.

SIMÉON CHAUMIER, président.
TERRON, secrétaire.

Le Comité démocratique du 11^e arrondissement au citoyen président de l'Assemblée nationale.

Citoyen,

Les membres du Comité démocratique du 11^e arrondissement,

Considérant que la Révolution de février a consacré en fait le dogme imprescriptible de la souveraineté populaire ;

Considérant que les membres de l'Assemblée nationale ne sont que les mandataires du peuple français et qu'il importe à celui-ci de connaître les délibérations de cette Assemblée ;

Considérant que si la presse est la manifestation écrite de l'opinion publique, les clubs en sont la manifestation parlée, non moins importante que la première ;

Considérant que c'est un usage établi depuis longtemps dans les assemblées représentatives qu'une tribune soit réservée aux rédacteurs de journaux ;

Considérant que le peuple de Paris ne connaît que tardivement et d'une manière incomplète, par la voix des journaux, les délibérations de l'Assemblée nationale ;

Considérant que des bruits exagérés et même mensongers pourraient précéder et précéder effectivement l'apparition des journaux ;

Considérant que ces bruits pourraient compromettre la tranquillité de la capitale ;

Considérant qu'il importe au plus haut point que les clubs qui se réunissent dans la soirée ne puissent prendre aucune délibération qu'en toute connaissance de cause ;

Considérant enfin que toutes facilités possibles de suivre les délibérations de son Assemblée mandataire doivent être données au peuple souverain ;

Vous invite à vouloir bien réserver aux délégués de tous les clubs une tribune spéciale, suffisamment spacieuse pour les recevoir.

Salut et fraternité.

BARRAL, président.
LABOURET, secrétaire.

On nous prie d'insérer l'adresse suivante :

10 mai 1848.

Le club des Républicains socialistes, siégeant à l'Institut, aux représentants du peuple à l'Assemblée constituante.

En présence du bombardement de Cracovie et des graves événements qui se préparent sur les bords de la Vistule, les citoyens soussignés, profondément indignés de ce long déni de justice envers la nation qui a été baptisée du beau nom de France du Nord, prient instamment l'Assemblée constituante de faire la déclaration solennelle qui suit :

« La France, gardienne de la liberté du monde et tutrice naturelle des Etats faibles et des nationalités opprimées, prend sous sa protection la nationalité polonaise. »

« En conséquence, confiante dans la puissance de la force morale et voulant éviter au monde le hideux spectacle d'une guerre fratricide, elle provoque la formation d'un congrès européen chargé d'asseoir les rapports entre les peuples sur les bases de la justice et du droit. »

« Jusqu'à la constitution de ce congrès, la France adjure tous les opprimés de se rappeler les sublimes paroles des prolétaires de Paris : « Nous avons trois mois de misère au service de la République ! » Qu'à leur tour ils aient trois mois de résignation au service de l'humanité. »

« Mais à côté de cet appel à la résignation des opprimés, la France déclare aux oppresseurs qu'elle considérera toute nouvelle violation des droits des peuples comme une déclaration de guerre. »

Le club de cette adresse : les clubs du Salut

social, de la Propagande républicaine, de la Garde nationale, de la Fusion démocratique et socialiste, de la Montagne, de la Société républicaine centrale, des Jacobins, des Travailleurs républicains, de l'Emancipation des peuples, de l'Organisation du travail, etc., etc.

Aux démocrates.

Le Comité centralisateur fait savoir à tous les démocrates que la manifestation en faveur de la Pologne n'aura lieu que le lundi 13 du courant, à 10 heures du matin.

Les citoyens se réuniront place de la Bastille. Toute convocation autre que la présente doit être considérée comme non avenue.

Le Comité centralisateur.

HUBER, président ; DANDURAU, DEBRAY, vice-présidents ; LYON REMAT, E. LAMBERT, GUYON, secrétaires.

AVIS.

A partir d'aujourd'hui, les réunions du Comité centralisateur, président Huber, auront lieu tous les jours, dans la salle de l'Orangerie des Tuileries, à 8 heures du soir. Entrée sous le dernier guichet du quai.

— Les citoyens originaires du département du Rhône ont nommé une commission composée des délégués des clubs démocratiques et sociaux pour offrir au peuple de Paris la statue du Peuple souverain.

Une souscription est ouverte aux bureaux de la Commune de Paris pour couvrir les frais de transport.

Les offrandes ne dépasseront pas le chiffre de 50 centimes ; on recevra toutes celles au-dessous de ce chiffre.

— La Société Pyrénéenne se réunira le samedi 13 mai, 16, rue de Rivoli, au deuxième. Les habitants des Basses-Pyrénées présents à Paris sont invités à s'y rendre.

— Le club de la Révolution se réunira aujourd'hui samedi 13 mai, à huit heures précises, salle des Spectacles-Concerts, bazar et boulevard Bonne-Nouvelle.

Étranger.

SERVIE.

Belgrade, 27 avril. — Dans toutes les provinces serbes de la Hongrie et de la Turquie, il n'y a qu'un cri : Liberté ! unité ! nationalité ! Dans les provinces hongroises-serbes, chaque ville a eu sa révolution, et partout on a chassé les bourgeois autrichiens ou magyars sans aucun obstacle.

L'archevêque de Karlovatz, en Serbie, a juré au peuple de donner au besoin sa vie pour lui.

— A Kikinda, on a déployé le drapeau serbe aux trois couleurs. L'autorité fit intervenir un escadron de cavalerie magyare qui y tenait garnison. La lutte s'engagea ; les Serbes sortirent vainqueurs.

— Dans toutes nos provinces on écrit et on distribue des pamphlets en masse ; la croisade de liberté et de nationalité se prêche partout. Le 13 de ce mois, une assemblée de représentants de tous les Slaves du midi aura lieu à Karlovatz, à dix lieues de la frontière de la Serbie. On attend à chaque instant la nouvelle que les colonies militaires serbes se soient prononcées pour la cause du peuple. Il y a plus de 100,000 hommes de cette excellente milice sous les armes. Ils refusent déjà d'aller en Italie.

— La presse de Belgrade (capitale de la Serbie) seconde le mouvement au delà du Danube et de la Suve, avec une énergie et un dévouement admirables.

Faits divers.

Le Représentant du Peuple s'exprime ainsi à propos des dépenses de l'hôtel de ville :

« Nous allons plus loin que la Réforme, et nous demandons :

« 1^{re} Comment il se fait que la mairie de Paris reste livrée à M. Marrast sans contrôle régulier, sans conseil municipal ou départemental. »

« 2^e Comment il se fait que le conseil général, qui n'avait aucune action politique et dont la mission consistait uniquement à régler le budget de la ville de Paris, ait été congédié sans aucune forme de procès. »

« 3^e Comment il se fait que sous une République les droits municipaux soient méconnus au point de laisser manipuler par un seul individu, dont la nomination n'a même pas été régularisée par l'élection, un budget aussi important que celui de la ville de Paris. »

« Eh quoi ! quarante conseillers généraux, presque tous d'une probité irréprochable, ne suffisent pas pour empêcher M. de Rambuteau et ses employés de commettre ou de laisser commettre dans cette administration une foule de malversations et de tripotages, et M. Marrast suffirait seul pour y faire régner l'ordre, la justice, la vertu, l'économie ! »

« Que le National nous le pardonne, mais nous ne croyons pas M. Marrast un assez grand administrateur pour faire de tels miracles. »

Le directeur gérant : SORBIER.

Imprimerie Lacrampe et Follereux, rue Basse, 2.